



Redaction-Administration :
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628
G. C. P. Joseph SAUTY Lille 558-22

n° 27

Le numéro 5 francs
Abonnement 60 francs

Novembre 1947

L'ÉCHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

GRIEVES !

Nous ne savons si le fait a été retenu suffisamment, mais il a été constaté et prouvé que les grèves ont fait perdre à la France 7 (sept) millions de journées de travail au cours du 1^{er} semestre 1947...

Le drame actuel réside dans le fait qu'il est patent que, par suite des conditions générales actuelles, le mécontentement des masses grandit sans cesse à la constatation des hésitations, de l'incohérence qui président au règlement des salaires et des prix... Les justes doléances des travailleurs sont exploitées, avec une facilité déconcertante, par les professionnels de l'agitation politique...

Nul ne contestera cela.

Mais aussi justifiées que soient nos revendications, il convient de mettre en garde ceux qui, insuffisamment informés, ne discernent pas l'aboutissement logique de ce déclenchement de grèves en cascade...

La grève est une arme que la classe ouvrière doit sauvegarder jalousement, mais elle reste l'arme au maniement délicat, et il est toujours dangereux de la manipuler sans prendre les précautions élémentaires de sécurité...

Elle fut trop souvent, hélas, le SEUL moyen auquel les travailleurs durent se résoudre pour obliger ceux qui s'y refusaient à reconnaître le bien-fondé de leurs revendications... Raison de plus pour ne pas gaspiller ce moyen qui fait partie du patrimoine conquis par l'action ouvrière. Nous ne serions plus une classe ouvrière LIBRE, si ce droit ne nous était plus reconnu et si nous n'étions plus capables d'exiger la possibilité de nous en servir...

Mais elle fut aussi, en certaines circonstances, utilisée avec une telle désinvolture, qu'elle finit parfois par retourner ses rudes coups contre les travailleurs eux-mêmes...

C'est ainsi que l'histoire ouvrière est jalonnée de succès retentissants et de défaites... lamentables.

Que la grève soit décidée dans la profession, qu'elle le soit démocratiquement lorsque tous les moyens d'accord amiable ont été épuisés, qu'elle le soit par des militants et des organisations responsables : à cela nous répondons : OUI.

Que la grève soit déclenchée pour une durée strictement limitée, à titre d'avertissement, pour appuyer des revendications justifiées et pour faire la démonstration de la solidarité qui unit tous les membres de la profession : à cela nous répondons encore : OUI.

Mais qu'elle soit déclenchée sous la forme de grève perlée, sur le tas, avec une activité volontairement réduite au minimum et avec l'espoir que le salaire sera payé ; ici nous répondons : NON. Ce sont là des grèves indignes et pour le moins indécentes. Un syndicalisme suffisamment puissant, animé par la confiance de ses adhérents, un syndicalisme PROFESSIONNEL n'utilise pas un tel moyen. C'est non seulement saboter le travail, c'est aussi faire preuve de l'impuissance de l'organisation... La preuve la plus flagrante, c'est qu'il n'est pas d'exemples que des militants syndicalistes aient revendiqué la paternité de telles manœuvres. Qu'ils jettent donc le masque ceux qui, ces dernières semaines, ont entraîné un certain nombre de camarades dans une telle attitude. Nous attendrons encore longtemps avant de les connaître...

Et enfin, que la grève générale soit systématiquement organisée, il s'agit toujours d'une grève à caractère politique. Il s'agit d'une grève insurrectionnelle, contre le pouvoir établi, contre le gouvernement du pays, et que celle soit la composition de ce dernier (exception faite pour un gouvernement d'usurpateurs genre Vichy), nous dirons toujours : NON, à la grève générale.

Travailleurs des mines, mes camarades, n'oublions pas que la grève doit être considérée par nous comme un droit imprescriptible intimement lié à l'exercice de la LIBERTÉ SYNDICALE. Mais c'est à nous, les PRINCIPAUX INTERESSES, qu'il appartient de ne pas laisser prescrire ce droit inscrit dans la constitution de notre pays, c'est encore à nous qu'il appartient de ne pas le laisser saboter systématiquement par les politiciens, d'OU QU'ILS VIENNENT.

Devant le désarroi actuel des esprits, la C.F.T.C. vient de faire connaître courageusement sa position sur ce grave problème, mettant la classe ouvrière en garde contre les abus dont elle serait la première victime...

Avec raison, la C.F.T.C. rappelle que l'exercice du droit de grève : ... EST EXCLUSEMENT DE TOUTE VIOLATION DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE, DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL, ET QU'IL NE SAURAIT, EN AUCUN CAS, S'ACCOMPAGNER DE SABOTAGE

Travailleurs des mines de toutes catégories, sachons sauvegarder TOUS NOS DROITS, mais n'acceptons jamais qu'ils servent à des fins criminelles...

A nous d'avoir le courage de prendre nos responsabilités lorsque l'occasion se présente... Et rappeler à l'ordre ceux qui auraient besoin de l'être.

L'ÉCHO

AU GOUVERNEMENT FRANÇAIS la C. F. T. C. pose le dilemme :

- ou une action énergique pour la baisse des prix et l'amélioration du ravitaillement ;
- ou l'inflation, la misère, le désordre.

COMMUNIQUE DE LA COMMISSION EXECUTIVE

La Commission exécutive de la C.F.T.C. s'est réunie le 21 octobre.

Elle a fermement maintenu la position déjà précisée en ce qui concerne l'opposition de la C.F.T.C. à tout mouvement de grève générale.

Elle a de nouveau émis l'avis que le problème des salaires ne peut ni être morcelé, ni être réglé en dehors du problème d'ensemble de l'économie française.

Il doit être traité, dans son intégrité, en fonction du coût réel de la vie. La Commission exécutive a donc chargé les services compétents de la C.F.T.C. de poursuivre la mise au point des études déjà entreprises à ce sujet.

Sans préjuger le résultat de ces études ni les positions que le Comité National des 8, 9 et 10 novembre en déduira, la Commission exécutive de la C.F.T.C. estime que, dans les circonstances présentes et compte tenu de la conjoncture économique, toute réévaluation générale des salaires n'apporterait qu'une satisfaction éphémère à la classe ouvrière, mais que, par contre, elle précipiterait l'inflation et entraînerait la ruine définitive de la monnaie.

Considérant, cependant, que le problème du minimum vital se pose chaque jour de façon plus angoissante pour une masse sans cesse plus grande de Français, spécialement pour ceux qui sont chargés de famille, la Commission exécutive de la C.F.T.C. place le Gouvernement en face de ce dilemme :

— Ou il se décide enfin par quelques mesures simples mais brutales à agir sur les prix et le ravitaillement, dans le sens indiqué par le plan de la C.F.T.C. présenté au président Ramadier le 28 juillet 1947 et soumis depuis lors aux ministres intéressés et aux partis politiques.

— Ou il n'échappera pas à la nécessité absolue d'une augmentation importante des salaires avec toutes ses conséquences économiques et monétaires.

La Commission exécutive de la C.F.T.C. adjure le Gouvernement, dont les responsabilités ne sont que trop évidentes, d'agir sans délai. Il y a déjà trop de temps perdu : ou le courage tout de suite, ou la catastrophe demain.

C'EN EST ASSEZ !

Les travailleurs sont-ils maintenant fixés ?

Selon certains augures, il était possible d'augmenter sans cesse les salaires sans que la hausse des prix ne s'ensuive automatiquement... Et pour ceux-là, le « Cycle Infernal » de la course des salaires et des prix n'était qu'un prétexte destiné à freiner l'action des travailleurs !

Chacun peut maintenant juger des résultats et constater que le standing de vie a été amélioré au fur et à mesure que grossissait le volume des billets rapportés au foyer en fin de quinzaine ou en fin de mois.

Il semblerait puéril de rappeler certains chiffres d'augmentation des prix mais leur rigueur et leur réalité comportent bien le meilleur moyen d'ouvrir les yeux de ceux qui — ils ne doivent pas être nombreux — n'auraient pas encore compris...

Nous avons maintes fois prétendu lui-même, qu'à chaque augmentation des salaires, les travailleurs jouaient perdants si par ailleurs, une action n'était

entreprise pour arrêter la hausse des prix. A plus forte raison, sont-ils DUPES si l'augmentation des salaires sert d'excellent prétexte à de prétendus rajustements des prix...

Si nous comparons les prix des principales denrées en Octobre 1947 (prix officiels), à ceux de Mai 1946, nous constatons que le pain est augmenté dans une proportion de 380 % ; le lait : 280 % ; le beurre : 260 % ; la viande : 350 % ; les œufs : 500 % ; les pommes de terre : 210 % ; les différentes graisses : 230 % ; la bière : 200 %. Et le reste à l'avenant !

Il est inutile de continuer une telle énumération, mais posons la question : CAMARADES MINEURS, DANS QUELLE PROPORTION, VOS SALAIRES, ONT-ILS ÉTÉ AUGMENTÉS PENDANT LA MÊME PÉRIODE ? ?

Et c'est bien là le drame actuel !

Avions-nous raison de dire que la hausse continue des salaires n'était qu'un prétexte, si une action énergique n'était entreprise pour assurer un ravitaillement normal, à des prix normaux, en tenant compte de l'état de pénurie dans lequel nous nous débattons...

Et voici qu'à nouveau la psychose de l'augmentation des salaires fait du chemin...

Que donnera celle-ci si elle se réalise ? Nous répondons sans hésiter qu'une augmentation généralisée des salaires, n'apportera rien de plus que ses devancières. Ou plutôt si, en plus de la satisfaction éphémère, elle nous rapprochera davantage de la ruine définitive de notre monnaie, elle aggravera plus encore la misère dans le monde du travail et en particulier chez les vieux qui en sont réduits à ne vivre que des aumônes consenties par un Etat qui s'appauvrit de minute en minute, jusqu'à la catastrophe finale.

On a beau chiffrer ce qu'il est convenu d'appeler le « minimum vital », si le volume des billets qu'il comporte est absorbé par l'achat de denrées qui ne comportent pas, elles, le minimum alimentaire indispensable.

Allons donc jusqu'au bout de notre pensée en disant que jusqu'à présent l'on s'est satisfait de s'arrêter à la question des salaires proprement

UN APPEL DE LA C.F.T.C. aux grandes organisations internationales des travailleurs

La Commission exécutive de la C.F.T.C. a décidé d'adresser aux grandes organisations internationales des travailleurs à la Fédération Syndicale Mondiale et à la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, ainsi qu'aux organisations syndicales des pays producteurs de blé (Canada, États-Unis, d'Amérique, Argentine et pays d'Amérique latine) un appel dont on trouvera le texte ci-après :

Au seuil d'un hiver qui s'annonce tragique pour bien des familles ouvrières, la C.F.T.C. lance un appel angoissé aux travailleurs des nations productrices de blé.

Le déficit de la récolte française en céréales ne permet d'assurer qu'une ration insuffisante de 200 grammes de pain par jour, et encore cette ration n'est-elle pas garantie jusqu'à la prochaine récolte.

La pénurie de devises paralyse les achats à l'étranger.

Ainsi le peuple français, qui souffre déjà d'une baisse considé-

rabie de son niveau de vie, verra ses souffrances s'accroître et devenir insupportables s'il ne peut, ce hiver, manger à sa faim.

En s'adressant aux classes ouvrières des nations productrices de céréales, la C.F.T.C. fait appel au grand esprit de solidarité humaine, qui imprègne le cœur de tous les travailleurs.

Elle marque l'espoir que les organisations syndicales auxquelles elle s'adresse s'intéresseront au sort des familles populaires françaises par tous les moyens en leur pouvoir et, notamment, qu'elles demanderont à leurs gouvernements d'aider notre pays à traverser l'une des périodes les plus pénibles de sa vie depuis la libération de son territoire.

Gaston Tessier, secrétaire général de la C.F.T.C., qui prend part à la session de l'O.N.U., a été chargé d'appuyer cette démarche auprès des délégués des différents pays intéressés.

La C.F.T.C. marque ainsi sa volonté de poursuivre une action efficace pour l'amélioration du ravitaillement des masses populaires.

Au monde entier la C.I.S.C. lance un APPEL POUR LA PAIX

Ce texte, élaboré par la C.F.T.C., a été soumis, le 14 octobre, dernier, au bureau de la C.I.S.C. par notre camarade Maurice Garnier, vice-président de la C.F.T.C. Il a été adopté à l'unanimité par le bureau de la C.I.S.C. :

Le cortège épouvantable de la guerre, avec ses horreurs, ses deuils et ses ruines, vient à peine de disparaître que, déjà, le spectre de la « guerre future » se profile à l'horizon.

Les décombres laïssés par les bombardements ne sont pas encore déblayés que, déjà, on calcule « mathématiquement » la portée des nouveaux engins de destruction.

Le sang des combattants et des déportés vient à peine de sécher, sur les champs de bataille et dans les camps de concentration que, déjà, on envisage que le sang coulera de nouveau.

Des nations se lancent des défis et des hommes s'affrontent.

Une psychose de « guerre inévitable » se crée.

Conscience du danger qui menace l'humanité ; certaine que, seul, un combat vigoureux pour la Paix — qui ne se construit que jour par jour — peut sauver le monde de sa ruine.

Au nom des travailleurs qu'elle défend,

Au nom de la doctrine dont elle se réclame.

La Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens lance un appel pour la Paix, qu'elle adresse aux travailleurs, aux peuples, aux gouvernements, à l'O.N.U. ;

Elle rappelle aux gouvernements et aux peuples qu'il est impossible de s'enfermer dans un égoïsme national, qui n'est que la caricature du vrai patriotisme ;

Elle demande aux travailleurs de tous les pays de faire entendre leur voix par-dessus les barrières géographiques et politiques et de s'unir pour lutter contre la misère ;

Elle adjure les responsables de l'O.N.U., qui ont pour tâche de construire la Paix, de développer la Grande Union des Hommes pour assurer à tous une vie digne, dans la justice et la liberté.

La C.I.S.C., en lançant cet appel, a conscience de répondre au cri désespéré de millions d'êtres qui vivent dans l'angoisse du lendemain et l'on s'est satisfait de s'arrêter à la question des salaires proprement

La récolte a été bonne...

mais...

nos salaires

nous permettront-ils

une consommation

normale de vin ? ?



Et toujours... les salaires !

La question des salaires revient (selon l'expression courante) sur le tapis, et, comme il se doit, elle donne lieu à des controverses enflammées.

Déjà, la libération du pays nous avons fait l'expérience des augmentations à jet continu, chacun sait qu'elles ont été les résultats. Le manque de place nous oblige à restreindre notre revue sur cette importante question, mais il nous semble utile de jeter un coup d'œil sur les principaux organes de presse ouvrière qui démontrent, dans leur grande majorité, la nécessité d'une action énergique dans le domaine des prix, bien plus que sur la nécessité de relever les salaires proprement dits.

Le « V. Ouvrière », organe de la tendance communiste de la C. G. T. est seule à soutenir à fond la demande d'augmentation des salaires et elle ne manque pas de faire sous une forme démagogique en écrivant :

Non ! Les travailleurs ne peuvent plus attendre.

Ramadier-la-Faillite les a trop bernés avec ses réajustements successifs. Il avait promis la hausse pour l'été, la hausse en ordre des salaires et des prix pour la Pentecôte, mais il renvoyait le tout à la Saint-Sylvestre.

En les, la C. G. T. discute sur le problème des salaires et des prix, mais en attendant il faut gagner le pain à provision mis à sa portée par Ramadier-la-Vie-Chère !

Alors, il faut faire vite.

Cette courte citation donne bien le ton de l'esprit politique dans lequel les communistes majoritaires de la C. G. T. envisagent le problème.

Le langage d'Henri Reynaud dans « Le Peuple », organe officiel de la C. G. T., est moins « naïf » et, défendant l'augmentation généralisée, il écrit :

C'est un nouveau minimum vital qu'il faut appliquer, en tenant compte de la hiérarchie des salaires.

Après quoi il ajoute :

« La condition ouvrière est telle que l'on ne saurait encore se contenter de les travailleurs exécutés. C'est pourquoi la

Commission Administrative a déclaré que la C. G. T. soutiendrait toutes les demandes d'indemnités provisionnelles immédiates qui seraient formulées par des organisations syndicales ».

Telles est la pensée des dirigeants de la tendance communiste de la C. G. T.

A « Force Ouvrière », par contre, l'on est quelque peu sceptique sur l'efficacité d'une nouvelle augmentation. Il n'est pas osé dire que malgré les affirmations des dirigeants communistes, l'Unité est loin de régner à la C. G. T. sur cette question angoissante.

La question qui sera posée, écrit l'organe réformiste, sera évidemment, et avec raison, celle de la fixation d'un nouveau minimum vital. Les travailleurs ne peuvent plus attendre.

Voilà qui le distingue de la presse d'obédience communiste !

« Mais, les militants syndicalistes savent que même cela ne saurait résoudre l'irritant problème du pouvoir d'achat. Nombre de militants ont affirmé avec force que l'essentiel était la lutte contre les prix, la lutte contre la vie chère.

« Et sans doute l'acceptation d'un relèvement des salaires rendu inévitable ne les satisfait pas pleinement. »

En ce qui concerne la C. G. T. C., c'est de vieille date que l'action est fermement menée pour obtenir que le Gouvernement se décide enfin à AGIR sur les prix. Avec raison « Syndicalisme » rappelle :

« Le problème des salaires ne peut ni être morcelé, ni être réglé en dehors du problème d'ensemble de l'économie française. »

« Toute revalorisation générale des salaires n'apporterait qu'une satisfaction éphémère à la classe ouvrière, mais, par contre, elle précipiterait l'inflation et entraînerait la ruine définitive de la monnaie. »

Ce langage de la C. F. T. O. ne manque pas de sévérité. Elle a présenté son « Plan de Ravitaillement » au Chef du Gouvernement. La première, elle fut à même de présenter un plan susceptible d'aider à un meilleur ravitaillement des Français.

tout en mettant un terme à la fraude des denrées alimentaires qui se trouvent partout ailleurs qu'au marché officiel.

Et voici quelle PROPOSE DES HOMMES pour réaliser ce plan. En effet, « Syndicalisme » nous rapporte que le 1^{er} Octobre, la C. F. T. O. écrivait de nouveau au Président Ramadier et lui faisait, entre autres, la proposition suivante :

« La C. F. T. O., après vous avoir apporté des solutions, vous propose, s'il en est besoin, une équipe de spécialistes qui, depuis des années, dans nos organisations,

dans les commissions consultatives et les services même du Ravitaillement, se sont familiarisés avec les techniques économiques et administratives. Ces hommes sont prêts à vous apporter un concours énergique et dévoué pour l'application du Plan.

« Plus que jamais, en effet, nous croyons aujourd'hui qu'il importe d'agir avec vigueur et rapidité pour briser la spéculation et le marché noir et assurer à chaque Français le minimum alimentaire auquel il a droit. »

En fait, à part les Communistes, tout le

monde est d'accord pour reconnaître que la seule solution efficace consiste en la stabilisation et en la baisse des prix.

Non sans raison, « Monde Ouvrier », organe du M. P. F., écrit de son côté :

« En fait, qu'avons-nous à gagner dans une quinzième augmentation générale des salaires en dix ans ?

« Demain, on refait une nouvelle mise en ordre, des salaires, rendue nécessaire par l'augmentation du coût de la vie. Nous recommencerons et nous nous enfonçons encore un peu plus. »

Devant la position de la C. G. T. T., le Président Ramadier a parlé d'établir un nouveau « palier » des salaires et des prix.

« Syndicalisme » répond à nouveau :

Nous ne croyons pas qu'il — le Gouvernement — tiendra mieux les prix à partir de ce palier. Alors ?

Il est certain qu'il n'y a que cette alternative : baisse des prix, ravitaillement meilleur, ou augmentation des salaires. Mais l'organe confédéral n'hésite pas à écrire :

Une augmentation des salaires reste à l'heure actuelle un palliatif inefficace, mais beaucoup de syndicalisme et d'urgence mobile trimestrielle, puis mensuelle, pourquoi pas journalière ?

Comme on le voit le problème n'est pas facile à résoudre.

Il faudra beaucoup de courage à tous ceux qui désirent participer à la résoudre et il est certain que les organisations syndicales seront appelées à jouer à bref délai un rôle décisif par l'orientation qu'elles donneront à leur action.

Pour notre part, nous ferons notre conclusion de « Syndicalisme » dans son numéro du 5 Novembre :

Dans la situation politique du pays, on parle beaucoup du syndicalisme et de « sa crise ». On fait appel à lui et il faut le dire, particulièrement au syndicalisme chrétien.

En face de ces appels, il nous faut redire quelle est notre position : le syndicalisme n'a pas à s'occuper de la politique, il doit poursuivre sa tâche sans s'interférer avec le Gouvernement, il n'a pas à intervenir dans l'ordre politique tant que celui-ci respecte, dans la lettre et dans l'esprit, l'indépendance et la liberté syndicale qui sont devenues un critérium pour juger si un pays est, oui ou non, en démocratie.

Lorsque cette indépendance et cette liberté ne sont plus respectées, le syndicalisme chrétien (il l'a prouvé) sait agir à un plan qui n'est plus seulement le sien pour la sauvegarde des libertés des travailleurs et la défense de leur droit à la vie.

SPECTATOR.

C'EN EST ASSEZ !

Suite de la première page

Certes, pour s'attaquer au problème des prix en maintenant le blocage des salaires sur un palier acceptable, pour organiser convenablement le ravitaillement selon les moyens dont le pays pouvait disposer tout en frappant durement tous ceux qui s'enrichissent de la misère d'autrui, il aurait fallu un programme... et des hommes pour le réaliser.

A défaut, c'est l'incohérence la plus absolue qui s'est installée. Il est inutile de rappeler toutes les preuves qui nous ont été prodiguées, la potaudoire dans laquelle nous nous trouvons en est la tragique illustration.

Il n'en reste pas moins que POUR EN SORTIR, il faut briser au plus tôt le cycle infernal des salaires et des prix. Il appartient au Gouvernement, de montrer hardiment le chemin. Il doit s'il sait donner l'exemple, s'assurer le concours inconditionnel de tous ceux qui placent au dessus de tout, la nécessité de sortir du chaos en permettant aux travailleurs de retrouver graduellement des conditions de vie normales et stables, en travaillant sans inquiétude au relèvement du pays.

Nous affirmons que tous les travailleurs LIBRES DANS LEUR JUGEMENT ET DANS LEUR ATTITUDE, sont prêts à soutenir tout effort en ce sens, quels que soient les sacrifices à consentir. Mais, de grâce, que soit levée enfin l'hypothèque de l'atmosphère d'oppression dans laquelle ils vivent en pensant que tous les sacrifices consentis jusqu'à présent l'ont été en vain.

L'exemple doit venir de haut. Il doit venir de ceux qui, au Gouvernement, affirment leur volonté d'assurer le relèvement du pays et de sauver la démocratie.

Qu'ils ne se trompent pas, la classe ouvrière en a assez des augmentations de salaires qui n'apportent que des désillusions et ne font que ramener la rançon qui pourrait bien, par l'exploitation qui en est faite, nous conduire aux pires aventures.

J. Sauty

Battu et... pas content

— Alors, Baptich', qui dit ch' t'iot Pèr', ech' pinsoz t' vir à l'élection d'ech' nouveau Mair' ?

— A ma foi non ! qui répond Baptich'. Pour y intindz des bêtises, j'ai préféré rester à l' maison. J'in ai profité pour mettr' ed' l'ord' dans les affair's du syndicat.

— T'as sûr'mint bien fait, car chatot putôt éccœurant... Si t'avos vu not' délégué. Y faizot enn' trogn' par' qu'y n'été pu ar'passé Mair'... Il avot convoqué tous ses copains et ses copins qui faizot' ein raffut d' tous les diabl's... Ech' comprinds point cha... Nous z'au't's, in n' fait mi jamais rien quand in est battu... In indoss' es' capott', épis y'd' tout. Comm' el' coureur, in s' dit : j'essierai d' fair' mieux la fois prochain', épis ch'est tout. Tandis qu'euss', in voudrot vramint croir' que la Mairie ch'est à eux et qu'in leur avot volé ?

— Pour mi, qui fait Baptich', chatot ein mot d'ord' du parti, car les journaux y publi't des incidents pareils ein t'iot peu partout... Intr' aut's, t'as pas vu à LENS, y parait qu' cha a bardé pendant cinq minuts.

— Cinq minuts' ? qui fait ch' Tiot Pèr', t'ost pas difficil', si té d'tros pus de deux heur's... La mairie d' Lens é'tot quasimint invahie, d'après s' qu'in racont'... Les conseillers y n' pouvoit' mêm' point passer pour arriver à leur plach'.

— Cha n' m'étonn' point. Y parait mêm' que cha r'sembloit à ein combat d' box' par moments. Ch'est M. LECCEUR qui a donné l' ton. In arrivant in asiquant ein socialist', alors, cha prometot... Et vrai qu'August', y n'pouvot point fair' moins' équ' ein mattr'... El' Fils du Peupl' n'a-t'y point esquiné l'in d' ses contradicteurs, au cours d'el' compagn' électoral' ?

— Ouais ! Ouais ! Ch'est du prop', tout cha, qui dit Ch' Tiot Pèr', cha n' reliev' point l' prestij' ed' la Franc' démocratique des mœurs pareils.

— Ch'est e' qu'in appel' des mœurs ed' ministr's, qui répond Baptich'. Ch'est fin éducatif pour la class' ouvrière... In sait bin qu'y fot s' mettr' à leur plach'... Y s'é'tot Ministr' du Charbon, Vic'-Président du Conseil, etc... épis y'd' qu' tout d'in cop, y n'ont mêm' plus l'échapp' ed' Mair'... Ch'est des dur's morceaux à avaler quand in a pus l'assiet' au beurr' pour fair' gliecher.

— Comm' d'izot, l'én d' mes camarad's, qui dit Ch' Tiot Pèr', ch'est enn' maladie grav' quand Lecceur n'est pus in plach'... Y bat tout d' travers.

— Oh ! Très bien ! Ch' Tiot Pèr'. Pas mal cha !... Alors ! y fadrot p't'êtr' conseiller au nouveau mair' ed' Lens, el' docteur Schaffner ed' l'armetr' in plach' ?

— T'es cor pus fort, Baptich'... In attendant, ch'est peut-être pour cha qu'in a vu à Lens c' qu'in a jamais vu.

— Commint cha ?

— Ebin ! d'hâbitud' es' qu' ch'est point au nouvel' élu qu'in off' des fleurs ?

— Si fait !

— Ebin, y parait qu'à Lens, chatot l' contrair'... Comm' à n' pouvoit' point passer, les famm's sautoit' par-dessus les tabl's pour offrir des fleurs à Lecceur et pour l'imbrasser... Il in é'tot presque étouffé l' pour' typ'.

— Bin, zut, qui répond Baptich', chatot des fleurs pour es' n' in-terr'mint d' Mair' alors ?

— Ah ! bin alors ! qui dit Ch' Tiot Pèr', j'imagine qu'el' cérémonie al' é'tot complet'... car chatot ein in-terr'mint d' premier' class'.

BL' MENEUX D' BIDETS.

constance, de coup double, mais de promotion triple... et vous ne protestez pas contre cet avancement ultra-rapide. M. Garnett ? A quoi pensez-vous ?

Il est vrai que l'intéressé est adhérent à la C.G.T. Voilà ! Ah, s'il avait fait partie de la C.F.T.C. !... C'est-à-dire que vous auriez pris M. le Directeur du S.C.A.

Contrairement à ce que M. Garnett aurait certainement fait, nous dirons, en toute justice, que nous croyons la promotion de M. X... justifiée. Il occupe une fonction qui requiert l'échelle 7. C'est normal qu'il en bénéficie. Mais nous sommes d'autant plus à l'aise, pour assurer que, pour les promotions des deux autres agents qui sont visés par M. Garnett, l'avancement EST EGALEMENT PARFAITE.

MENT JUSTIFIÉ, et que les nominations n'ont été faites qu'après accord du directeur du groupe de Lens et enquête et accord de la direction générale de Douai, s'il vous plaît.

ET VOUS, Monsieur Garnett ?

Il est peut-être dommage que votre carrière ait été interrompue par votre nomination comme secrétaire permanent syndical... Quelle carrière n'auriez-vous pas fait dans les mines... UN VRAI BOLIDE ! Qu'on en juge.

Au 1/1/45, il est employé aux écritures A. Au 1/1/46, il saute à l'échelle 4. Un mois plus tard, il est à l'échelle 6... et, si y en a d'autres que nous citons, si vous le désirez, M. Garnett.

En particulier, nous vous signalons l'avancement d'un de vos camarades dessinateur du bureau d'études du groupe de Lens qui était en 6, le 1/1/45, est passé en 8 peu de temps après et qui a été maintenu dans cette échelle, malgré le décalage d'une échelle par le statut du mineur, c'est-à-dire qu'avec l'ancienne convention, il serait à l'échelle 9.

Mais, pour votre protégé, on doute fort que son avancement soit justifié, car l'intéressé s'est vanté lui-même de N'AVOIR PAS APPROCHÉ SA TABLE À DESSIN DEPUIS UN AN (ce que tout le monde sait aux grands bureaux, d'ailleurs).

Vous parlez de dépenses somptuaires, M. Garnett ? Qu'attendez-vous pour y porter la hache en commençant par demander qu'on refuse le traitement à ceux qui ne travaillent pas ? Vous feriez certainement œuvre plus utile que d'essayer de nuire à de braves employés qui travaillent consciencieusement.

Voilà, M. Garnett, contre quoi protestent les ouvriers et les employés, contre les parasites qui vivent aux crochets des nationalisations.

FURET

Les petits échos de la mine...

ET D'AILLEURS ENFIN !

Il est des borbegnes qui se refusent de voir clair jusqu'à ce qu'une bonne vérité leur crève les yeux !...

Et chacun sait combien la C.F.T.C. a dû lutter et lutte encore pour faire valoir sa qualité « représentative ». C'est ainsi que pour la discussion des Conventions Collectives Nationales, la C.G.T. contestait à la C.F.T.C. le droit d'y participer.

Yacoungui, quoi !

Mais, suite à une réunion de la Commission Supérieure des Conventions Collectives au Ministère du Travail, le camarade Henri Reynaud, secrétaire confédéral de la C.G.T. a déclaré que cette dernière « n'incitait » devant la décision de la Commission qui s'était prononcée dans le sens favorable à la C.F.T.C.

Que de temps perdu... Et ce ne sont pas les travailleurs qui en profitent !

Encore une preuve...

Ce n'est d'ailleurs pas sans une certaine fierté que nous constatons chaque jour que nos camarades mineurs vont valoir effectivement cette « représentativité » de la C.F.T.C.

C'est ainsi que le 10 Octobre dernier, les élections au Comité d'Entre-Prise des Usines de Decazeville ont donné à nos camarades l'occasion d'enregistrer un réel succès.

Le résultat des élections au 1^{er} collège accordait à nos camarades 150 suffrages, contre 489 à la C.G.T. sur un total de 639 votants et 55 bulletins nuls.

Dans le 2^e collège, sur 94 votants, la C.G.T. obtenait 53 suffrages contre 38 à la C.F.T.C. (4 bulletins nuls).

Si nous savons compter, cela fait bien 26 % des voix à la C.F.T.C. dans le 1^{er} collège et 42 % dans le second.

Dans chaque collège, la C.F.T.C. obtient un élu. Et c'est là une juste récompense aux efforts persévérants de nos camarades.

S'ils veulent se rendre à l'évidence, les camarades cégétistes de Decazeville doivent se dire : Yacoungui !

Bêtise ou... Sectarisme ?

Au cours d'une récente réunion de la Caisse de Secours du groupe de LIEVIN, une personne bien connue pour son dévouement et sa charité exemplaire est mise à l'honneur. Les habitants et les ouvriers de Souchez la connaissent bien. Et Pierrot LAMPIN (pour ne pas le nommer), ne tarit pas d'éloges ! C'EST BIEN DE VOIR OELA, CETTE PERSONNE EST ADMIRABLE, C'EST PRESQUE UNE SAINTE », dit-il.

Quelques jours plus tard, à une réunion de la Commission des Œuvres sociales du groupe, il était question des subventions. Le groupe des « Vaillants et Vaillantes » de Calonne-Lievin, d'obédience communiste comme chacun sait, obtint ses quelques 10 billets de mille.

Quant aux « Coureurs Vaillants » qui avaient sollicité à juste titre une subvention, ils devaient, suite à une intervention du camarade LAMPIN, se mettre une « ceinture » ! Pensez donc, Florent ne voudrait pour rien au monde gêner en quoi que ce soit ses camarades communistes... Et une petite « sortie » contre les « Coureurs Vaillants » même s'ils sont fils d'ouvriers, ça fait bien dans le panneau !

Mais, camarade LAMPIN, cette « FORMATION MORALE » qui est donnée dans des groupements qui ju-

Carrières « Météoriques »

Dans un article rehaussé de sa sympathique photo, M. Garnett se lance, dans la Tribune, dans une diatribe sur ce qu'il appelle « les fantaisies du directeur du S.C.A. ».

Nous n'aurions pas à prendre part à la querelle Garnett-de la Croix Vaux Bois si, astucieusement, M. Garnett ne mettait en cause la C.F.T.C. (c'est une règle générale chez ces Messieurs ! Si quelque chose va mal, c'est la C.F.T.C., mais quand ça va bien, c'est grâce à la C.G.T. naturellement).

Or, donc, M. Garnett accuse la C.F.T.C. de bénéficier des libéralités du directeur du S.C.A.

« Avez-vous déjà vu des promotions doubles la même année ? » écrit-il, scandalisé.

Mais oui, M. Garnett, nous en connaissons au S.C.A. encore !... Il faut croire que votre enquête, déjà longue cependant, a été incomplète.

Il y a un employé qui, embauché en août 1945 à l'échelle 3, est passé à l'échelle 4 le 1/7/46, à l'échelle 6 le 1/1/47 et à l'échelle 7 le 1^{er} juillet 1947.

Tonnerre de Brest ! 4 échelles en moins de 2 ans, dont 3 la même année. Il ne s'agit plus, en la cir-

Aux lecteurs de « l'Echo des Mines »

Depuis le 1^{er} Novembre, les journaux quotidiens sont vendus au prix de CINQ francs, l'ensemble de la presse subira une augmentation du même ordre.

Depuis la parution de « L'ECHO DES MINES », nous nous sommes efforcés de le laisser à un prix inférieur au prix des autres journaux.

Mais, nous nous trouvons dans l'obligation de nous aligner sur les autres journaux...

L'EQUIPE de la REDACTION, l'Administration du journal n'appliquent cette décision qu'à contre-cœur, d'autant plus que notre journal a mené et continue de mener vigoureusement la lutte contre la hausse infernale des prix.

Elles en appellent à la sympathie, à la confiance de tous les lecteurs de notre journal pour que « L'ECHO DES MINES » connaisse, malgré les difficultés de l'heure, une diffusion de plus en plus grande afin de mener à bien, tous ensemble, les tâches que nous nous sommes assignées.

LA REDACTION.

VANLERENBERGHE Victor,

Allocations Familiales et de Salaire Unique

AU 1^{er} OCTOBRE 1947

Comment se calculent, depuis le 1^{er} octobre, vos allocations familiales et de salaire unique ?

Le salaire moyen départemental de base est celui de Paris et de la Région Parisienne, soit 7.000 frs. Il suffit de connaître le taux d'abattement de la zone de salaire où vous percevez vos allocations.

Par exemple, pour la zone minière du Nord et du Pas-de-Calais, où le taux d'abattement est de 5 %, nous aurons pour base de calcul :

$$7.000 \text{ francs moins } 5 \% = 7.000 - 350 = 6.650 \text{ francs}$$

	Si votre femme travaille				Si votre femme ne travaille pas			
Si vous avez à votre charge :	VOUS TOUCHEREZ							
	Taux	par			Taux	par		
		jour	quinz.	mois		jour	quinz.	mois
Un enfant de plus de 5 ans			Néant		10 %	27	332	665
Un enfant de moins de 5 ans			Néant		20 %	53	665	1.330
Deux enfants	20 %	53	665	1.330	60 %	160	1.995	3.990
Trois enfants	50 %	133	1.662	3.325	100 %	266	3.325	6.650
Quatre enfants	80 %	213	2.660	5.320	130 %	346	4.322	8.645
Cinq enfants	110 %	293	3.657	7.315	160 %	428	5.320	10.640
Six enfants	140 %	372	4.655	9.310	190 %	505	6.127	12.635
Sept enfants	170 %	452	5.652	11.305	220 %	585	7.315	14.630
Et ainsi de suite, en ajoutant par enfant à charge, en plus	30 %	80	997	1.995	30 %	80	997	1.995
Jeune ménage sans enfant (marié depuis moins de 2 ans)			Néant		10 %	27	332	665
LES ALLOCATIONS DE MATERNITÉ : 3 fois le salaire de base pour la première naissance : 19.950 frs. 2 fois le salaire de base pour les naissances suivantes : 13.300 frs.								
L'ALLOCATION PRENATALE : 20 % du salaire de base : 1.330 francs par mois.								

LES ALLOCATIONS DE MATERNITÉ : 3 fois le salaire de base pour la première naissance : 19.950 frs.
2 fois le salaire de base pour les naissances suivantes : 13.300 frs.
L'ALLOCATION PRENATALE : 20 % du salaire de base : 1.330 francs par mois.

Il ressort donc de ce tableau que les allocations doivent être calculées selon les pourcentages suivants :

Charge de famille	Cas où la femme travaille	Cas où la femme ne travaille pas
Un enfant de plus de 5 ans	Néant	10 %
Un enfant de moins de 5 ans	Néant	20 %
Deux enfants	20 %	60 %
Trois enfants	50 %	100 %
Par enfant en plus	30 %	30 %

NOUVELLE ENTREVUE chez M. Lacoste

Une délégation de la Fédération nationale des employés des mines (C.F.T.C.), composée de MM. Delaby, Pierrain et Etienne, a été reçue, vendredi 7 Novembre 1947 après-midi, par M. Lacoste, Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Elle a de nouveau attiré son attention sur l'émotion soulevée dans le personnel des mines, par l'arrêté du 7 Octobre, pour en demander la révision et réclamer la parité des traitements entre le personnel administratif et le personnel de maîtrise de la surface.

M. Lacoste a donné l'assurance qu'il mettra la question à l'étude sans aucun retard.

Vers une réduction de l'impôt sur les salaires

C'est ce qu'il est permis d'espérer suite à une récente déclaration du Ministre des Finances.

Il a annoncé, en effet, que des dispositions seraient prises pour réduire prochainement l'impôt qui frappe la masse des petits salariés.

D'après ses déclarations, la réduction serait de l'ordre de 1 % du taux de l'impôt sur les salaires et l'abattement à la base serait porté à 100.000 francs.

En l'état actuel des choses, une telle décision serait bien accueillie par le monde du travail qui couvre à lui seul 40 % du budget.

Les bonnes nouvelles ne sont pas tellement nombreuses pour que nous ne saluons celle-ci avec l'espoir que bientôt une nouvelle étape sera franchie.

LES INAPTES et l'article 11 du statut

Dans les Houillères nationalisées, il ne saurait y avoir différents régimes.

Nous avons signalé suffisamment l'injustice qui résidait dans le fait que, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais, les inaptes déplacés antérieurement au 1^{er} janvier 1946 étaient systématiquement exclus du bénéfice de l'article XI qui sauvegarde les droits des ouvriers du fond inaptes au maintien dans leur emploi.

Pendant la guerre notamment, à la faveur de l'occupation, nombreux furent ceux qui, déplacés pour inaptitude, subirent le déclassement avec le seul droit de... se taire ! Et dans les moments où l'autorité a toutes les possibilités de se livrer à l'arbitraire, chacun sait que la porte des abus est grande ouverte. Ces abus furent la règle également bien avant la guerre, inutile d'insister...

Une nouvelle preuve que nos réclamations étaient parfaitement justifiées nous vient précisément d'un bassin houiller où l'application de l'article XI s'est faite dans un esprit beaucoup plus large que partout ailleurs. En l'occurrence, il s'agit de la Moselle.

En effet, dans ce bassin, la date d'application retenue pour l'application de l'article XI est, tenez-vous bien, le 1^{er} janvier 1936. En effet, une note que nous avons en main et émanant de la Direction du bassin précise à ce sujet :

DATÉ LIMITE DES MUTATIONS ANCIENNES A PRENDRE EN CONSIDERATION. — « Il est apparu impossible de déterminer si

les mutations du fond au jour intervenues il y a longtemps étaient dues à l'époque à une insuffisance physique de l'ouvrier.

LE 1^{er} JANVIER 1936 A ETE FIXE COMME DATE LIMITE DES MUTATIONS A PRENDRE EN CONSIDERATION. Il a été convenu que les ouvriers mutés du fond au jour antérieurement à cette date ne pourraient invoquer le bénéfice de l'article XI, paragraphe a, du Statut du Mineur, sauf pour le cas où ils pourraient apporter la preuve formelle que leur mutation était due à une insuffisance physique.

Voilà qui est suffisamment clair, n'est-ce pas ?

Et maintenant, la question se pose : Les ouvriers de l'ensemble des Houillères nationalisées ont-ils les mêmes droits ?

Et peut-il y avoir de telles différences dans l'interprétation et l'application du texte d'un statut dont le but est précisément de fixer les droits de l'ensemble de la profession minière ?

Cela ne peut exister et il convient d'engager sans tarder l'action nécessaire pour que nos camarades inaptes, déplacés avant le 1^{er} janvier 1946 obtiennent une légitime satisfaction.

Tous les syndicats de bassin doivent intervenir en ce sens auprès des Directions, cette action sera appuyée avec fermeté par la Fédération Nationale auprès des ministères intéressés.

C'est une question de Justice, nous ne cesserons que le jour où nos inaptes auront satisfaction.

J. S.

Chez les Employés des Mines...

Réunion du Conseil Fédéral

NORD-PAS-DE-CALAIS

Le 3 novembre, le conseil des employés et agents de maîtrise du Nord-Pas-de-Calais s'est réuni à Lens.

Louis Delaby, secrétaire général, a exposé le résultat des nouvelles entrevues au Ministère de l'Industrie et du Commerce. Conversations qui continuent, au cours desquelles la Fédération Nationale des Employés des Mines demande la révision de l'arrêté du 7 octobre.

Il a donné connaissance également des nombreuses lettres et motions de protestation reçues des différents bassins miniers de France, notamment de la Moselle et de la Loire où nos camarades ont déclenché une grève de 24 heures à titre d'avertissement.

Le Conseil a décidé également des moyens d'action à prendre pour lutter contre la campagne de discrédit qui semble orchestrée contre les employés de bureau.

A l'unanimité, la motion suivante fut votée :

RESOLUTION

« Le Conseil de la Fédération des Employés et Agents de maîtrise des Mines du Nord et du Pas-de-Calais, réuni à Lens le 3 novembre 1947, a entendu le rapport, par le secrétaire général, de l'entrevue au Ministère du Commerce et de l'Industrie sur la revalorisation des traitements du personnel administratif. »

« Le Conseil regrette que la C.G.T. ait demandé le « déchargement » des employés administratifs et mandate la délégation

« fédérale pour poursuivre activement les pourparlers en cours » en vue d'obtenir satisfaction aux « légitimes revendications du personnel employé administratif. »

« Emu des attaques incessantes portées contre le soi-disant gonflement du personnel administratif dans les mines, le Conseil proteste énergiquement contre cette campagne qui tend à discréditer les employés, desquels est exigé un travail administratif très abrutissant et réclame la simplification de l'administration et la suppression de la parcellisation inutile. »

« Le Conseil a ensuite pris connaissance des travaux de la Commission paritaire nationale des retraites complémentaires et a demandé à la délégation fédérale de faire activer les discussions en cours, afin que l'application du nouveau régime entre en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier prochain. »

Pour terminer, Alfred Crepel, président du Syndicat du Pas-de-Calais, a exposé au Conseil les conséquences de la hausse continue du coût de la vie et ses répercussions sur le budget de nos syndicats, et a traité notamment de la nécessité de donner aux secrétaires permanents comme au personnel un salaire vital et digne du dévouement qu'ils apportent à la défense de nos intérêts.

Après un long échange de vue, le Conseil syndical a décidé de proposer aux adhérents un relèvement volontaire de la cotisation syndicale.

Justice pour les Employés Administratifs

La campagne de discrédit contre les employés administratifs a porté ses premiers fruits.

A l'occasion de l'ouverture de l'éventail des salaires, il est nettement désavantagé par rapport aux autres catégories du personnel.

Au cours de notre dernière entrevue au Ministère, nous avons déclaré sans ambages ce que nous pensions sur la question et réclâmé justice pour les employés. Il nous a été objecté que les employés administratifs venaient de bénéficier de l'augmentation de la prime de régularité et que cela s'inscrivait dans l'ensemble des mesures prises par l'arrêté du 7 Octobre. Nous avons protesté contre cette façon de voir.

Pour nous, l'unification des taux de prime de régularité est tout simplement la réparation d'une injustice commise envers les administratifs depuis plus de deux ans. Ce qu'ils avaient obtenu du temps des boches, il n'y avait aucune raison qu'on leur enlève par la suite.

Tout le monde connaît notre sentiment sur la question — pénaliser des gens sous prétexte qu'ils n'ont aucune raison de pratiquer l'absentéisme est une drôle de façon d'encourager leur assiduité. Par conséquent, nous n'acceptons pas que les 5 % de prime de régularité, arrachés après 2 ans de

luttés, s'imputent sur les nouvelles augmentations de salaires.

Les Conventions Collectives, à l'établissement desquelles nous avons participé, puis le Statut du Mineur, ont maintenu une parité entre un certain nombre d'emplois des services du jour et des services administratifs.

Tout n'était pas parfait, loin de là... Nous avons déjà dit et redit les anomalies qui demeurent malgré nous. Certains emplois sont mal classés, c'est d'accord. Mais de là, à démolir systématiquement tout un travail laborieusement mis sur pied, nous ne pouvons pas l'accepter.

Nos camarades agents de maîtrise du jour et techniciens savent très bien quelle est notre pensée. Ils savent que notre Fédération ne vise aucunement à réduire leur classement, et nous sommes d'accord avec eux pour redresser le classement de certains agents, comme ils sont d'accord avec nous pour reconnaître que c'est toujours les administratifs qui trinquent.

Fort de leur confiance et de l'appui de la grande majorité des employés, nous poursuivrons inlassablement notre action pour la revalorisation matérielle et morale d'une catégorie de personnel aussi indispensable que les autres à la bonne marche de nos houillères.

LOUIS DELABY.

Lens

Invraisemblable... mais VRAI !

Il y a quelques semaines, un de nos camarades est blessé à la Fosse 15 du Groupe de Lens. Il perd du sang abondamment.

Rien à la fosse pour le bander. On trouve juste un foulard pour réduire l'hémorragie. N'ayant pas d'eau chaude, on préfère l'envoyer directement à l'hôpital plutôt que de le laver à l'eau froide.

Là, miracle ! pas d'eau chaude non plus. Le blessé est entièrement déshabillé à l'eau froide.

Arrivé à l'hôpital à 7 heures, il ne voit le docteur qu'à midi.

De camarade est actuellement à l'hôpital : sa blessure fait énormément de pus. La question n'est pas curieuse à suivre, mais poignante quand on se demande si on lui coupera le pied un jour ou l'autre.

Il est maintenant nécessaire de le traiter à la pénicilline.

Il faudrait tout de même penser à secourir les blessés avec plus de diligence. Ils méritent bien qu'on se préoccupe d'eux.

Courrières

Le Conseil syndical de la section a tenu sa réunion trimestrielle le 12 octobre dernier.

Le président fit un large exposé très documenté sur la récente mise en ordre des salaires. Un échange de vues très animé suivit cet exposé.

Le Conseil syndical constate que les employés administratifs sont traités, une fois de plus, en parents pauvres.

Il regrette que les Pouvoirs Publics ne veuillent pas reconnaître le bien-fondé de leur cause.

Il remercie les dirigeants du Syndicat Libre de leur action qui a permis de bonifier leurs indices de valorisation et mandate ces dirigeants pour continuer leur action incessante en faveur d'une revalorisation de la fonction administrative trop méconnue par les Charbonnages de France et les Pouvoirs Publics.

Le Conseil syndical s'élève à nouveau contre la légende injurieuse et mensongère des employés administratifs, improductifs et inutiles ; chacun sait que jamais ces agents n'ont été aussi surchargés par la paperasserie subissant et fastidieuse, sinon inutile.

Après avoir passé en revue la bonne marche de la section au cours du trimestre écoulé, ainsi qu'un bon nombre de questions, entre autres la question de la retraite complémentaire en cours de discussion, le Conseil syndical a pris la décision d'envoyer un mandat-souvenir à nos jeunes camarades sous les drapeaux à l'occasion de la Sainte-Barbe et un autre à la nouvelle année.

Dourges

Distinctions

Parmi les récentes promotions, nous relevons avec plaisir les noms de nos camarades Delacroix Alfred et Troy Armand, de la section de Nouvilles-Godault, promus titulaires de la Médaille d'Honneur du Travail de vermeil.

Aux nouveaux médaillés, nous présentons nos sincères félicitations.

Noeux

A l'Ordre de la Nation

Le président du Conseil des Mines a cité à l'Ordre de la Nation, à titre posthume, notre camarade Constant Hatte, infirmier-major, manipulateur de radio à l'hôpital des mines du Groupe de Noeux-Béthune, pour les motifs suivants :

« Occupé aux mines de Noeux depuis 1907 et à l'hôpital des mines depuis 1921, a toujours manifesté un dévouement absolu et une rare conscience professionnelle. S'est distingué au cours des bombardements de 1940, faisant preuve, dans des circonstances tragiques, d'une activité extraordinaire, d'un sang-froid et d'un courage méritant d'être cités en exemple. »

« Bien que gravement atteint d'une affection due à l'usage constant des appareils de radiologie, n'a cessé de prodiguer ses soins au personnel de la mine et, malgré les premières atteintes du mal, a continué, jusqu'à sa mort, à assurer son service avec une énergie remarquable. »

Légion d'Honneur

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que la Légion d'Honneur vient d'être décernée, à titre posthume, à notre regretté camarade.

Cette distinction est un hommage au dévouement inlassable de Constant HATTE, qui fut en toutes circonstances, un authentique militant syndicaliste.

AVIS

Jean Gallet, secrétaire permanent du Groupe Noeux-Béthune et administrateur de la Caisse de Secours de Noeux, se tiendra à la disposition des ouvriers et employés pour toutes questions et renseignements, le lundi, de 14 à 20 h., et le mardi, de 9 à 12 h. et de 14 à 21 h., à l'adresse suivante : 14, rue de St-Omer, à Noeux-les-Mines.

Chronique de la Sécurité Sociale

Où en sommes-nous ?

Nous avons vu, dans un précédent article, que le médecin est artisan principal du succès de la Sécurité sociale ; il convient donc de voir dans quelles conditions peut s'exercer sa profession — j'allais écrire « son apostolat », convaincu que le terme n'est pas trop fort pour reconnaître l'action de certains praticiens...

Dans le régime général de la Sécurité sociale, lorsqu'un assuré ou un membre de sa famille est malade, il a recours au docteur de son choix ; dans les grandes villes, c'est parfois le médecin du quartier ; dans les petites agglomérations, c'est, bien souvent, l'unique praticien de la localité, mais, en fait, le choix reste libre et pour un bon nombre de foyers, il y a un médecin de la famille qui, généralement, en connaît bien tous les membres et les déficiences de leur santé ; qui, parfois a apporté ses soins à la naissance des enfants. Tout ceci a déjà une grande importance, tant pour le praticien lui-même dont les diagnostics se trouvent facilités que pour le malade dont l'esprit est apaisé par le climat de confiance établi.

Et lorsque l'assuré social a recours au docteur, bien que ce dernier sache bien qu'il traite un assuré social, il n'y a aucune différence, dans la salle d'attente des consultants, entre lui et les autres consultants ; s'il l'appelle à son domicile pour un cas apparemment plus grave, l'assuré social sait qu'il aura la visite du médecin, à son tour, sans que ce dernier n'ait établi entre ses malades d'autre priorité que celle du degré d'urgence des soins à donner.

Car l'assuré règle lui-même les honoraires de son praticien, directement, à charge pour lui de se faire rembourser par la Caisse primaire, sur la base du tarif de responsabilité de celui-ci. Le médecin ne connaît, en la matière, que son client et il ignore l'organisme de Sécurité sociale avec lequel il n'a généralement aucun rapport ; il ignore surtout les tarifs — et c'est là le grief, le gros grief à faire au système, le grief imputable au corps médical.

En effet, sous couleur de conserver intacte toute leur liberté d'action, de discernement dans l'appréciation des moyens matériels de leurs clients, et d'échapper à une fonctionnarisation de leur profession, les praticiens refusent d'établir avec les Caisses de Sécurité sociale des tarifs minima de responsabilité, ce qui amène la Commission nationale des tarifs à faire au Ministère du Travail des propositions de remboursement des honoraires ayant pour « qualités » essentielles d'être unilatérales et... arbitraires. C'est ainsi que, pour une visite médicale à domicile, le tarif responsabilité de notre région du

Nord est fixé à 110 frs alors que tout docteur demande au minimum 150 frs, soit une différence de 40 frs qui, s'ajoutant à la valeur du ticket-moderateur, soit 92 frs, laisse 60 frs à la charge de l'assuré, alors que dans le département de l'Oise, dans des localités telles que Liancourt ou Laigneville dont la densité de population n'a rien de comparable avec celle du Bassin minier Nord et Pas-de-Calais, la charge de l'assuré n'est que de 30 frs parce que le corps médical a conclu un accord avec la Caisse primaire qui porte à 150 frs le taux de la visite à domicile, accord respecté.

Ces précisions posées, sans autre intention que celle de bien éclairer les esprits et non d'engager une polémique avec les médecins, voyons ce qui se passe dans le cadre des anciennes Caisses de secours que prolonge le régime transitoire :

Le malade capable de se déplacer va à la « chambre » (médicale) de sa localité ; il y fait nombre et exerce, ce car il arrive que le docteur de la Caisse de secours soit retenu ailleurs ; il arrive aussi qu'un aide, absolument étranger à la corporation des docteurs, prenne l'initiative de « régler » quelques cas légers... Parmi les travailleurs, on établit parfois deux catégories ; celles des gars qui estiment pouvoir reprendre le

(Suite page 4)

LA GESTION A LA C.C.P.M.

Nos camarades, surpris de ne pas voir figurer les représentants de la C.F.T.C. parmi les nouveaux administrateurs de la C.C.P.M., se sont inquiétés à juste titre de la question.

Qu'ils veuillent bien trouver, ci-après, la lettre adressée au Président du Conseil d'administration.

Mais, jusqu'à présent, aucune réponse ne nous est parvenue.

18 septembre 1947.

Monsieur CALONNE,
président de la C.C.P.M.

BEAUMONT-EN-ARTOIS.

Monsieur le président.

Nous avons été péniblement surpris d'apprendre, sans aucun avis de votre part, l'élection systématique des délégués des Syndicats libres du Conseil d'administration de la C.C.P.M.

Nous protestons énergiquement contre cet abus et ne pouvons admettre que, d'autorité, un Syndicat étranger à la gestion d'un Organisme qui groupe l'ensemble du personnel des Houillères.

Depuis la Libération, nos représentants ont apporté, au Conseil d'administration de la C.C.P.M., tout le concours qui leur a été demandé et partagé les responsabilités communes.

Représentants qualifiés d'une notable partie des travailleurs de la Mine, ils ont placé dans l'administration de la Coopérative qui est au service de tous les travailleurs sans distinction.

Nous considérons que l'élection du Conseil d'administration provisoire actuel, dont nos représentants sont l'objet, est un abus de pouvoir et nous vous demandons de bien vouloir faire cesser cette situation en rétablissant, dans leurs droits, les administrateurs-délégués des Syndicats libres.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de nos sentiments syndicalistes.

Le secrétaire,
LOUIS DELABY.

Pour une véritable revalorisation de la profession minière

Le Congrès Fédéral des 27, 28 et 29 Septembre, a fixé notre programme d'action

RESOLUTION

CONSIDERANT :
QUE LA NATIONALISATION DE LA PROFESSION MINIERE, PAR COMPARAISON AVEC LE STATUT D'AUTRES INDUSTRIES OU PROFESSIONS NATIONALISEES, ET NOTAMMENT LE GAZ ET L'ELECTRICITE, N'A PAS REALISE LA REVALORISATION QUE LE PERSONNEL DES MINES ETAIT EN DROIT D'ESCOMPTE.

LE CONGRES DEMANDE QUE LES POINTS SUIVANTS DU « STATUT DU MINEUR » SOIENT MODIFIES :

FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS :

a) Commission Nationale. — La Fédération affirme son droit à être représentée à la Commission Nationale et dans toutes les Commissions prévues par le statut. Les récentes élections aux Commissions Nationales ont amplement démontré la qualité représentative de la Fédération des Syndicats C.F.T.C. de Mineurs.

b) Le Congrès demande que pour toutes questions intéressant l'agent soit entendu par la Commission et qu'il puisse se faire assister par un représentant de son Syndicat.

c) Le Congrès demande que les Commissions Paritaires locales, inter-locales et régionales, non encore installées, soient rapidement constituées.

MAJORATION D'ANTIENNETE.

Le Congrès estime dérisoires les taux de majorations d'ancienneté accordés au personnel ouvrier.
Il renouvelle avec insistance les demandes antérieures de la Fédération tendant à porter à quinze points au minimum les taux de majorations d'ancienneté pour le personnel du fond et de la surface.

PRIME DE RENDEMENT.

Le Congrès demande que la prime de rendement ne soit pas réservée à quelques catégories seulement du personnel mais qu'elle soit étendue à l'ensemble du personnel.

Il estime ainsi associer tout le personnel à l'amélioration de la production par l'amélioration des rendements.

MUTATION DES OUVRIERS INAPTES PHYSIQUEMENT.

L'application du « Statut du Mineur » à la date du 1^{er} janvier 1946, exclut du bénéfice de l'article XI de nombreux ouvriers qui ont été déplacés antérieurement à cette date et plus particulièrement à la faveur de l'occupation.

Le Congrès demande que les dispositions de l'article XI soient rendues applicables avec effet rétroactif à tous les ouvriers ayant été déplacés pour inaptitude physique.

CLASSEMENT DU PERSONNEL.

Les récentes modifications apportées au statut n'ont pas supprimé une anomalie importante existant dans le classement des dactylos et sténodactylos. Reprenant ses demandes antérieures le Congrès insiste pour que les emplois féminins soient classés comme suit :

Echelle I. — Dactylo débutante.	
Echelle II. — Dactylo après six mois de pratique ; sténodactylo débutante ; commis aux écritures.	
Echelle III. — Sténodactylo après six mois ; employé aux écritures.	
Echelle IV. — Sténodactylo secrétaire ; employé principal.	
Appointements des employés. — Le Congrès demande que les employés auxiliaires soient payés au moins dès l'âge de dix-huit ans, ainsi qu'il était pratiqué dans la plupart des Compagnies minières avant la nationalisation.	

CONGES EXCEPTIONNELS.

Le Congrès considère comme un minimum l'attribution des congés exceptionnels sur les bases suivantes :	
Mariage de l'agent	6 jours
Naissance d'un enfant	4 —
Mariage d'un enfant	2 —
Décès d'un conjoint	6 —
Décès d'un enfant, du père ou de la mère	4 —
Décès d'un frère, sœur, beau-frère, belle-sœur, grands-parents, petits-enfants	3 —
1 ^{re} communion d'un enfant	1 —

AVANTAGES FAMILIAUX.

Mariage de l'agent ; indemnité égale à un mois de salaire ou traitement.
Naissances. — Premier enfant : indemnité égale à un mois de salaire ou traitement.
Deuxième et troisième enfants : indemnité égale pour chacun à un mois 1/2 de salaire ou traitement.
Quatrième enfant et suivants : indemnité égale, pour chacun, à deux mois de salaire ou traitement.

INDEMNITE DE LOGEMENT ET CHARBON.

Le Congrès dénonce comme une injustice flagrante l'exclusion du bénéfice des avantages en nature, des pensions pour invalidité et réclamation d'une juste réparation.

Enregistrant les nombreuses doléances des délégués des différents bassins, le Congrès réclame une amélioration de la qualité du charbon alloué aux ouvriers. Il proteste avec énergie contre les restrictions d'attributions apportées par le décret du 17 juin et en demande la révision.

Le Congrès demande en outre le rajustement de l'indemnité compensatrice au personnel des industries extractives qui perçoit une allocation en espèce.

Confirmant la juste revendication

Pour le retour progressif à la semaine de 40 heures

Résolution

— Considérant que la mécanisation dans les houillères ne s'accompagne pas toujours d'une réduction de la peine des hommes et de la diminution des risques de toutes sortes ; que cette mécanisation apporte souvent, au contraire, une aggravation aux conditions de travail ;

— Sans méconnaître les besoins du pays et les exigences de sa renaissance, le Congrès déclare cependant qu'il est fermement attaché au principe de la semaine de 40 heures, limite à laquelle il convient d'envisager le retour dans un délai aussi bref que possible, celle-ci fixant la durée du travail qu'il est humainement possible d'imposer aux mineurs.

En conséquence :
Le Congrès demande que sans retard soient mis à l'étude les moyens d'un retour progressif à la semaine de 40 heures qui, dans un avenir prochain, doit se traduire par un premier palier de réalisation.

La représentation du personnel

DANS LES BUREAUX ET COMMISSIONS ISSUES D'ORGANISMES ELUS SELON LES REGLES DE LA REPRESENTATION PROPORTIONNELLE

Résolution

Constatant que, dans la désignation des représentants du personnel dans les Bureaux, Commissions ou Sous-Commissions, les Conseils d'Administration des Caisse minières de Sécurité Sociale et les Comités d'Entreprise dans les mines ne respectent pas la volonté de l'électeur, en accordant à la majorité la totalité des postes à pourvoir.

Le Congrès demande à M. le Ministre du Travail que des instructions soient données afin que les Bureaux et Commissions d'organismes élus à la règle proportionnelle soient constitués à l'image du Conseil ou du Comité qui les désigne.

La position du Congrès devant les décisions du Gouvernement

Le 30 septembre, suite aux entretiens ministériels, le Congrès prenait connaissance des projets du Gouvernement, projets qui devaient faire l'objet du décret du 7 octobre.

Après une ultime réunion, les délégués présents adoptaient la résolution suivante :

Le Congrès, après avoir pris connaissance de la décision du Gouvernement sur la question des salaires posée par les organisations syndicales au nom des travailleurs du sous-sol,

Prend acte, entre autre, de la décision prise tendant à permettre une revalorisation sensible des différentes catégories professionnelles minières par une ouverture plus étendue de l'éventail des coefficients.

Regrette néanmoins que les mesures prises ne donnent que satisfaction partielle à la corporation minière ;

Constatant que jusqu'à présent aucune action efficace sur les prix n'a été menée à bonne fin par le Gouvernement,

Rappelant l'attitude constante et les interventions incessantes de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs concordant avec l'action de la C.F.T.C., le Congrès adjure le Gouvernement de porter son action et de faire preuve d'une réelle autorité, afin d'aboutir définitivement au maintien d'abord, à la baisse des prix ensuite, seul moyen d'aboutir à l'amélioration du standing de vie des travailleurs ;

Considérant que la fiscalité imposée aux travailleurs des mines assujettis à la stricte réglementation légale des salaires, des charges qu'à juste titre ils considèrent comme excessives, autant que la réglementation actuelle des zones d'abattement est considérée comme arbitraire.

Le Congrès souhaite ardemment que des présentes observations et de celles qui lui ont été présentées à l'occasion de récentes négociations, le Gouvernement, suffisamment prévenu, envisage sans tarder les moyens d'aboutir à une revalorisation définitive de la profession.

Sous réserve de la sauvegarde de son entière liberté d'action, la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs enregistre les décisions qu'elle jugera à l'épreuve des résultats.

Dans notre grande famille...

NAISSANCES.

Nous apprenons avec joie la naissance de :

— Brigitte, au foyer de Gérard Ogier, de la section des Ateliers Centraux, Wingles.

— Bernard, au foyer de Mme Delattre, de la section de Lens, Fosse 9.

— Lilliane, au foyer de François Rybak, de la section d'Evin-Malmaison.

— Jean-Michel, 1^{er} enfant au foyer de Emile Buriez, de la section de Vermeilles.

— Bernardette, au foyer de Eugène Druon, de la section d'Evin-Malmaison.

— Thérèse, au foyer de Louis Brogniart, de la section de Billy-Montigny.

— Anne-Marie, 2^e enfant au foyer de Bernard Deprez, trésorier de la section d'Harnes.

— Roland, 2^e enfant au foyer de Jean Clément, de la section d'Houdain.

— Reine-Marie, 3^e enfant au foyer de Antoine Prevost, de la section de Vendin.

— Pierre, au foyer de R. Millon, de la section des Employés de Dourges.

— Cette, au foyer de notre camarade Millette, de la section de Noyelles-Godault.

— Daniel, au foyer de Cornille Demeyère, de la section des Ateliers Centraux de Wingles, et Mme Demeyère, sa femme, de la section du S.C.A.

— Roselyne, 3^e enfant au foyer de notre camarade Huret, de la section de Noyelles-Godault.

— Marie-Bernard, au foyer de notre camarade Loquet, de la section de Noyelles-Godault.

— Annick, au foyer de Michel Mordelet, de la section des Employés de Courrières.

A nos camarades, aux vaillantes mamans, nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

MARIAGES.

— de Jean Gallery, de la section d'Houdain, avec Mlle Marguerite-Marie Gustin.

— de René Bart, de la section des mineurs de Rimbart-lez-Auchel, avec Mlle Pélagie Duzick.

— de Jean-Louis Crimbour, militant de la section d'Evin-Malmaison, avec Mlle Valentine Delhay.

— de Robert Bart, de la section des mineurs de Rimbart-lez-Auchel, avec Mlle Paulette Devos.

— de Jean Dumont, de la section d'Arincourt, avec Mlle Jacqueline Delforge, de la section des Employés d'Aniche.

— de Henri Jere, de la section des Employés de Courrières, avec

Mlle Maria Medved, sœur de Rodolphe Tronclé, de la section des Employés de Courrières.

— de Roland Depape, de la section des Employés de Courrières, avec Mlle Geneviève Desbleumortiers, fille de Marcel, de la section des Employés de Courrières.

— de Lucienne Quennessière, de la section de Noyelles-Godault, avec Robert Dawattine.

— de Jacqueline Rogery, de la section de Noyelles-Godault, avec Léon Bruniaux.

— de Augustin Blin, de la section des Employés de Drocourt, avec Mlle Anne-Marie Codevelle.

Que ces jeunes foyers de travailleurs puissent bien trouver ici nos vives félicitations et l'expression de nos meilleurs vœux de bonheur et de prospérité.

DECES.

Nous apprenons avec peine les décès de :

— Evaline Billiet, fille de Louis Billiet, de la section des mineurs de Rimbart.

— Mme Veuve Musin, mère de René et grand-mère de Roger, tous deux de la section des Employés de Courrières.

— Mme Germain Ducoin, mère

de André Ducoin, militante de la section des Employés de Liévin.

— Jacques Dekens, fils d'Emile Dekens, dévoué militant de la section de La Clarence.

— Mme Maurice Piesset, belle-mère de notre camarade Gilbert Tranchant, secrétaire administratif du Syndicat des Mineurs.

— Mme Veuve Victorine Maniez, mère de Mme Maniez, de la section des Employés de Lens.

— Christiane Prevost, fille Albert et petite-fille de Anna, tous deux de la section de Noyelles-Godault.

— Joseph Laniess, père de Paul Laniess, secrétaire de la section et Alfred, tous deux de la section des Mineurs de Neux.

— François Soler, président de la section d'Escaudain (Nord).

— Guy Levêque, fils de Maurice Levêque, des Employés de la concession de Béthune.

— Mme Antoinette Benoit, mère de José Benoit, des Employés du Groupe de Béthune.

— Jules Houplain, père de Emile Houplain, des Agents de maîtrise du Groupe de Béthune.

Aux familles éprouvées, nous adressons l'expression de nos chrétiennes condoléances.

Où en sommes-nous ?

(SUITE DE LA TROISIEME PAGE)

travail et cela qui comprend des malades demandant une prolongation de l'interdiction du travail, et parfois également, le médecin ratifie facilement les desirs des uns et des autres, quelques ordonnances très rapidement rédigées et la « chambre » est liquidée, c'est-à-dire des dizaines de malades ou présumés tels « examinés » en quelques instants.

Quant aux visites à domicile, il arrive que le docteur se fasse longuement désirer, que vous n'y ayez pas que la clientèle minière — heureusement d'ailleurs. Il arrive aussi qu'un docteur dise : Excusez-moi, j'ai trop de travail, je suis débordé.

Evidemment, c'est très regrettable, mais le fait est là, renouvelé chaque jour près de nous, pour vous, peut-être car, enfin, ce docteur qui dit à votre service, à un autre client, une clientèle pour laquelle il n'est pas le médecin gratuit, le médecin payé (?) par la Caisse de Secours, payé à quel taux ? au carnet, c'est-à-dire au forfait, quels que soient le nombre de malades à voir pour un même carnet, la fréquence des consultations pour un même malade. Et le forfait actuel n'est guère supérieur au tiers de ce qu'un docteur demande pour une visite chez un client au secteur libre.

Ainsi donc, avec ce système d'attente d'une année, tout le monde est perdant : le malade qui sent bien qu'il ne peut inspirer la même considération à son « toubib » — ou plutôt à celui qui lui est imposé — que le client libre ; le docteur lui-même qui travaille « au rabais » et dans des conditions parfois difficiles, qui se trouve parfois l'objet d'appels impudiques et injustifiés de la part de travailleurs estimant pouvoir le faire sous le seul prétexte qu'ils ont le « médecin pour rien » et qu'il est payé pour ça — et n'oublions pas que ni l'un ni l'autre des catégories humaines en présence ne saurait prétendre à une quelconque sainteté — enfin, la Caisse de secours qui, le plus souvent, n'a pas de contrôle médical et se trouve ainsi incapable de déceler les requêteurs qui, à leur profit, des indemnités journalières. Or, les dispositions légales portant ap-

plication de la Sécurité sociale dans les Mines semblent vouloir consacrer le système funeste, en même temps qu'ils prétendent améliorer le sort du travailleur en veillant sur sa santé et sur celle de sa famille.

Pour nous, le docteur demeure un artisan du succès de la Sécurité sociale sous réserve qu'il ne soit pas un fonctionnaire médical, plus ou moins intégré dans la profession minière, sous réserve que ses soins soient rétribués honnêtement et justement, sous réserve encore que l'organisme de Sécurité sociale minière institue un contrôle médical impartial et efficace, sous réserve enfin que le travailleur de la mine — à quelque échelon de la hiérarchie professionnelle qu'il appartienne — puisse faire appel librement au praticien qu'il a choisi en confiance, et qu'il tienne de confiance étant un facteur non négligeable dans l'évolution de la maladie.

Cette réforme est capitale, au moment précis où nous entrons dans la période de mise en application de la Sécurité sociale dans notre grande profession. Pour la réaliser, il faut coordonner les efforts de compréhension ; effort de compréhension du corps médical dont le sens social, tant de fois proclamé par lui-même, ne doit pas pouvoir se concilier avec une certaine conception du marché noir des honoraires ; effort de compréhension des dirigeants de Sociétés de secours minières qui auront à sortir franchement des limites de la routine pour ne considérer que le service social, effort de compréhension de certains travailleurs qui devront se rendre compte, peut-être à leurs dépens, que le recours aux services de la Sécurité sociale n'a pas pour objet de priver les périodes de congé payé ou de congé certaines activités d'un commerce, d'un destin, plus rémunérateur que l'exercice d'une profession ravalée au rang de pavillon.

Si ces conditions n'étaient pas réalisées, la Sécurité sociale dans les Mines serait génératrice de lourdes déceptions et de durs rancœurs ; or, il faut, au contraire, qu'elle marque un immense progrès social.

Lucien DENIZE.

L'ECHO DES JEUNES

Un jeune mineur vous parle

Il est regrettable que, faute de place, nous ne puissions porter à la connaissance de nos lecteurs et en particulier des jeunes, les nombreuses lettres que nous recevons des jeunes travailleurs.

Ces lettres, si elles ne sont pas toutes écrites dans un style impeccable (nous ne sommes pas des journalistes), n'en sont pas moins le reflet des aspirations des jeunes, de leur enthousiasme, de leur foi, et pour tout dire, de leur générosité.

Nous tenons aujourd'hui à remercier un jeune mineur de 21 ans, adhérent de la section de CALONNE-RI-COUART, pour les précieuses suggestions qu'il nous apporte.

Tenez, lisez plutôt...

EN AVANT, NOUS, LES JEUNES

Aujourd'hui, en réservant dans L'Echo des Mines une rubrique pour les jeunes, la C.F.T.C. nous rend un grand service. Cette rubrique, si petite soit-elle, marquera les liens d'amitié qui unissent tous les jeunes travailleurs de la mine, qu'ils soient de l'atelier, du fond ou du bureau.

« Union, amitié, voilà notre ligne de conduite dont nous pourrions nous inspirer aussi, et peut-être davantage que les autres, tous les parlementaires. »

« Réunissons-nous par fédération pour étudier ensemble les moyens d'action et préparer des journées d'études dans lesquelles le sport aura sa place, nous, pas de privilèges, mais chacun est RESPONSABLE dans son milieu de travail. »

« Jeunes, mes camarades, en avant ! Préparons des jours de joie et de bonheur dans l'union pour la Paix. »

Maurice ROCH.

Jacques LEGRAND.

Imprimerie Coopérative de la Centrale rue Diderot, - Lens, Le Girard - J. Sene